



PHILIPPE GUILLAUME ET ANNIKA TEPPÖ

## LA PRIVATISATION DU DESTIN

AFRIKANER, PAUVRE ET URBAIN DANS L'AFRIQUE

DU SUD POST-APARTHEID<sup>1</sup>

LA FRACTION LA PLUS NÉCESSITEUSE DES AFRIKANERS, FORTEMENT PROTÉGÉE SOUS L'APARTHEID, SE RETROUVE DÉSORMAIS SEULE FACE À DE NOUVEAUX PROBLÈMES QUOTIDIENS ET FACE À UNE CONSTRUCTION IDENTITAIRE DÉSUÈTE. COMMENT SE PASSE LA DÉSÉGRÉGATION, ASSISTE-T-ON À DE NOUVELLES FORMES DE SOLIDARITÉ ET À LA RENAISSANCE DE PROCESSUS POLITIQUES, QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON TIRER DE CES NOUVELLES ÉTAPES DANS LA CRÉATION D'UNE AFRIQUE DU SUD URBAINE, NON RACIALE ET POPULAIRE ? CET ARTICLE SE PROPOSE D'ANALYSER LE CHANGEMENT DE DESTIN DE GROUPES, CERTES MINORITAIRES, MAIS POUR QUI RIEN NE SERA JAMAIS PLUS COMME AVANT.

L'expression « pauvres Blancs » a été introduite en Afrique du Sud dans un rapport de la commission Carnegie qui, en 1932, signalait et s'alarmait de l'existence d'un sous-prolétariat blanc et urbain directement menacé sur le marché du travail par la concurrence des Africains. Le terme est toujours vivant dans le discours public et politique actuel et désigne généralement des Afrikaners urbains très pauvres, marginalisés par de faibles dotations en capital social, économique et culturel.

Des statistiques officielles font état de 19 millions de Sud-Africains (soit presque 50% de la population du pays) vivant en dessous du seuil de pauvreté, estimé à 353 rands (ce qui équivalait à la même valeur en francs en 2000) par mois et par adulte. Les trois quarts de ces personnes vivent en milieu rural : 61% des Africains sont ainsi considérés comme pauvres, contre 38% des métis, 5% des Indiens

et 1% des Blancs, si l'on s'en tient aux classifications courantes dans le pays<sup>2</sup>. La question des « pauvres Blancs » ne figure donc pas, à juste titre, parmi les points chauds de l'agenda de la nouvelle Afrique du Sud. Le démantèlement de l'Afrique du Sud raciste a conduit à une refonte totale de l'administration : c'en est terminé, depuis 1994, d'une gestion spécifique relative à l'« appartenance raciale » des bénéficiaires. Fin des privilèges : le logement public, l'éducation, l'assistance sanitaire et autres services sont désormais communs à tous. Dans les faits, donc, les « pauvres Blancs » doivent apprendre à partager avec d'autres toutes les dimensions de leur espace biographique.

Au-delà d'une modification anecdotique des expériences quotidiennes de quelques centaines, voire de quelques milliers de personnes, la question des « pauvres Blancs »



dans les villes post-apartheid apporte un éclairage spécifique à des problématiques récentes, puisque étant localisées dans des microcosmes *a priori* conservateurs. Qu'en est-il des processus de déségrégation ? Comment se passe la cohabitation ? De nouvelles dynamiques politiques et sociales se mettent-elles en place ? Enfin, comment se redéfinit l'identité de ces Afrikaners ? Cet article croise à la réflexion théorique deux études de cas : l'une menée à Jan Hofmeyr (Johannesburg) par un géographe, l'autre à Ruyterwacht (Le Cap) par une anthropologue ; il est le fruit de questionnements communs conduits par les deux auteurs à Johannesburg à l'été 2000.

#### LA PRISE D'ASSAUT DES DERNIÈRES FORTERESSES DE L'APARTHEID

L'apartheid a disparu pour trois raisons : d'abord, l'arrêt de son soutien par les Occidentaux et la condamnation du régime par les Nations unies, notamment lorsque le président Reagan a rompu avec l'esprit de la guerre froide et cessé de considérer l'Afrique du Sud comme le dernier bastion du « monde libre » dans une Afrique australe cernée par les communistes. Ensuite, les effets causés, dans les années 1980, par les campagnes de désobéissance civique et de résistance aux autorités prônées par des mouvements de libération comme l'ANC ont été considérables, conduisant l'ancien gouvernement à la table des négociations. Enfin, les dynamiques sociales ont fait qu'un nombre croissant des lois initiales de l'apartheid n'ont plus été respectées, particulièrement dans le domaine du logement et de la relation entre un groupe et son assignation à une aire de résidence bien délimitée (Group Areas Act de 1950, un des piliers de l'apartheid). Entre 1975 et 1995, par exem-

ple, plus de 90 % de la population des quartiers centraux de Johannesburg a changé, alors que le Group Areas Act n'a été aboli qu'en 1991<sup>3</sup>. Cette réalité a été avalisée par le gouvernement d'apartheid qui a fait voter, en 1989, le Free Settlement Act autorisant les quartiers de peuplement mixte. Par ailleurs, même s'il n'est pas possible de quantifier cet autre mouvement, on sait que la bourgeoisie africaine partage désormais les espaces résidentiels haut de gamme, auparavant apanage des Blancs.

Il restait malgré tout quelques bastions résidentiels après 1994, où les quartiers de logements publics réservés aux « pauvres Blancs », tel Jan Hofmeyr, figuraient en bonne place. Dans ce quartier situé à quelques kilomètres à l'ouest du centre de Johannesburg, la population était encore très majoritairement composée d'Afrikaners. Des enquêtes menées sur le terrain en 1997 ont fait état d'une grande proportion d'inactifs parmi la population adulte : retraités, handicapés physiques ou mentaux, tous recevant une pension allant de 430 à 560 rands par mois ; seul un tiers environ des adultes disposaient d'un emploi. Le revenu moyen est estimé à 998 rands par foyer et par mois, soit, pour une densité de 3,8 personnes par maison, un revenu moyen mensuel et individuel de 263 rands, ce qui est nettement inférieur au seuil de pauvreté, et légèrement inférieur à la moyenne enregistrée chez les résidents des *matchboxes* de townships comme Soweto.

Plus de la moitié des résidents sont présents dans les lieux depuis longtemps : début des années 1960 pour les plus anciens, certains « jeunes » ayant « hérité » de la maison occupée par leurs parents ou par un membre de la famille. Ceux qui ont emménagé récemment

présentent souvent un profil migratoire intéressant : ils arrivent en effet des quartiers centraux de Johannesburg, affirmant avoir été le « dernier Blanc » de leur immeuble ou de leur rue, et sont venus à Jan Hofmeyr chercher une *communauté* avec qui partager espace et valeurs. Le quartier, pourtant, semble répulsif : tous les résidents conviennent que leur origine géographique est peu valorisée socialement dans les discours, et les plus anciens admettent que le paysage du quartier a peu changé en quarante ans ; ils reconnaissent également l'extrême pauvreté des réseaux de solidarité et d'entraide bien que, dans ce quartier, tout le monde se connaisse.

Le recensement sud-africain de 1996 faisait état de 884 personnes vivant à Jan Hofmeyr, dont 698 Blancs, 67 Africains (parmi lesquels 60 habitaient de petites constructions d'arrière-cour, ce qui laisse supposer qu'ils étaient employés comme domestiques<sup>4</sup>), 71 métis, 3 Indiens et 5 « autres ». L'arrivée de ces métis et Indiens était alors extrêmement récente : quelques mois auparavant, la spécificité de ce quartier était presque intacte, comme du temps de l'apartheid, alors que la métropole dans son ensemble connaissait depuis longtemps déjà des modifications considérables. La déségrégation restait encore marginale, quelques familles de métis avaient été placées çà et là par l'organisme de logement public, en l'occurrence la municipalité, par ailleurs confrontée à une crise insoluble du logement dans les *townships*. Nombre de résidents afrikaners s'inquiétaient déjà de cette situation, arguant que si l'un des leurs venait à quitter le quartier, la maison était aussitôt attribuée à « quelqu'un d'autre ». L'apparition de ces quelques familles métisses amorçait pourtant une véritable « transition démographique »,

transformant radicalement, en quelques années, la structure de la population du quartier. En 2000, en effet, la proportion d'Afrikaners était descendue à moins d'un tiers des habitants. Les pratiques sociales ont changé, notamment avec l'apparition du commerce informel, principalement sous la forme de *spazas shops*, petites épiceries installées dans des vérandas ou dans des pièces des maisons. Le quartier semble également s'être dégradé, si l'on s'en tient à l'état de la voirie, des équipements et des espaces publics. Gardons-nous, évidemment, de toute causalité directe. À Ruyterwacht, quartier de « pauvres Blancs » situé au nord-ouest du centre du Cap, la déségrégation s'est déroulée de manière plus brutale. Le quartier, en effet, était particulièrement homogène : le recensement de 1980 faisait état de 5 531 habitants, dont 25 considérés comme « non-Blancs » ; dans une certaine continuité, celui de 1991 comptabilisait 6 214 habitants, dont 145 seulement étaient classés comme métis, Asiatiques ou Africains. Le 30 janvier 1995, à la suite d'une redéfinition de la carte scolaire mal organisée par le ministère de l'Éducation de la province du Western Cape, affluèrent des dizaines de bus remplis d'écoliers africains. Ce fut un traumatisme. Les résidents n'avaient pas été informés, l'école n'était pas prête et, le jour de la rentrée, 3 800 adolescents africains déambulèrent dans les rues et les jardins du quartier. La réaction des habitants fut pour le moins violente. L'arrivée de ces adolescents, perçue comme une menace, entraîna en quelques jours la levée de barricades autour de l'école, provoquant, non sans heurts, l'intervention de la police. Les médias s'en mêlèrent, et Ruyterwacht devint le quartier honteux des derniers racistes de l'apartheid...



L'isolement et la fermeture du quartier étaient dès lors des utopies, et Ruyterwacht porte les signes d'une déségrégation devenue effective. Les structures de la population du quartier ont considérablement changé en quelques années. Lors du recensement de 1996, les Blancs représentaient moins de 80 % de la population<sup>5</sup> ; leur proportion actuelle est estimée à un peu moins de 60 %. Les nouveaux arrivants métis possèdent généralement un niveau d'éducation, d'emploi et de revenu supérieur à ceux des Blancs. L'ouverture de ces derniers bastions s'est souvent accompagnée d'un discours de trahison sur l'incapacité du gouvernement, ou de partis politiques comme le NNP (New National Party), puis le DA (fusion du NNP et du Democratic Party), à leur permettre de conserver leur identité de groupe.

#### CENTRE ET PÉRIPHÉRIE

Il est vrai que, si un faisceau de causalités complexes entre en compte dans les origines de l'apartheid, la condition des « pauvres Blancs » fait l'effet de facteur aggravant. Nombre de lois ont en effet été votées pour les protéger de diverses formes de concurrence, de tentations ou d'influences jugées néfastes. Le Johannesburg du début du XX<sup>e</sup> siècle, pourtant, n'est pas encore la caricature de « ville de la ségrégation » qu'il est devenu par la suite. Les romanciers comme les historiens mettent l'accent sur l'existence de quartiers populaires pauvres et délabrés dans lesquels survit tant bien que mal une population que le critère de la « race » ne permet pas de différencier. Un de ces quartiers, la Malay Location, abritait en 1904 1 682 Indiens, 937 Malais, 405 Européens, 70 Chinois et 282 Africains<sup>6</sup>. Le fantasmagorique quartier de Sophiatown, un des creu-

sets de la première véritable culture urbaine sud-africaine, était peuplé en 1921 de 557 Blancs, de 1 457 Africains, de 79 Asiatiques et de 878 métis<sup>7</sup>. Au-delà de la simple coprésence d'individus d'origines différentes, il convient de souligner l'intensité des réseaux sociaux et économiques.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos dresse ainsi le portrait de ce sous-prolétariat : « Les taudis du centre-ville comptent aussi bien des Africains que des Indiens et des Afrikaners ; la misère est leur lot commun et ils vivent qui de la domesticité, qui de la fabrique de briques, qui du secteur des transports, qui de la prostitution<sup>8</sup>. » Mais alors que la proportion des « pauvres Blancs » dépasse le quart de la population des Afrikaners, les autorités s'inquiètent, à l'image de cet article du *Transvaal Leader*, daté du 6 février 1915, dénonçant la vie dans les quartiers centraux de la métropole : « Ces cours ressemblent à des terriers de lapins d'où partent un labyrinthe de passages, repaire du criminel, de l'indigène sans *pass*, du tire-au-flanc. Il y a des cours où Indiens, Malais, Blancs et Kaffirs s'entassent dans la promiscuité. Il y a des maisons, jadis demeures des Blancs de la classe supérieure, qui sont aujourd'hui abandonnées à la lie d'une population mélangée. Je me souviens encore d'avoir monté les escaliers de cette maison de Marshall Street et trouver un Blanc, une Noire, un mouton et une chèvre vivant ensemble dans la chambre du haut. »

Tout autant que la promiscuité, le mélange et l'acculturation préoccupent les autorités. Ainsi, des mesures vont être prises pour que les Afrikaners puissent se regrouper autour d'un projet de société reposant sur la puissance d'une construction identitaire cohérente, liant l'histoire, la langue, la religion, le

destin, etc. Dans un système où la notion d'altérité est diabolisée, deux types de mises à distance vont être appliquées. La distance métrique, d'abord, par la planification de la ville d'apartheid, la destruction des quartiers mixtes, la déportation des résidents « de couleur » dans des townships périphériques, monotones et sous-équipés, alors que les Blancs bénéficient de quartiers résidentiels à proximité des centres-villes. La distance sociale, ensuite, puisque toute une série de lois vont être votées pour garantir à ce groupe de « pauvres Blancs », peu éduqué et peu qualifié, une position surévaluée dans l'organigramme socio-économique. Des lois réservent ainsi aux Blancs toute une catégorie d'emplois (le Miner's and Worker's Act, dès 1911, et le Job Reservation Act, dès 1926), des campagnes massives d'embauche privilégiée sont menées par la police, les postes et les chemins de fer. Ironie de l'histoire, elles se sont révélées parfois peu concluantes par manque de candidats qualifiés sur des postes au profil pourtant peu exigeant. Les « pauvres Blancs » ne pouvant subvenir par eux-mêmes à leurs besoins de logement, l'État et les grandes compagnies publiques vont investir dans la construction, à l'image de la South African Railway Corporation, qui possède plus de 90 000 maisons dans le pays. Avec ces mesures, les « pauvres Blancs » devenaient d'un seul coup « moins pauvres et plus Blancs<sup>9</sup> », et ils ont eu l'impression de se trouver au centre de la société : aucun groupe, en effet, ne disposait d'autant d'attentions de la part des autorités qui, par ailleurs, n'étaient pas uniquement animées par des considérations philanthropiques. La masse démographique des « pauvres Blancs » leur conférait en effet un poids politique non négligeable.

En filigrane, cette évolution de la ville<sup>10</sup> permet de voir très nettement l'empreinte sur l'espace urbain de la conception particulière des Afrikaners en matière d'ingénierie sociale. La ville se développe en effet en suivant une série de préceptes ayant une valeur quasiment philosophique. La famille est considérée comme le refuge des valeurs morales, la maison est un abri contre les vicissitudes et les tentations de la vie urbaine, l'ensemble servant de creuset à l'expression des sentiments communautaires. La ville, chez les Afrikaners du début du siècle dernier, représente l'aliénation individuelle, le déclin des émotions religieuses, la perte du sens de la communauté. Philippe-Joseph Salazar la décrit comme « un milieu hostile et pervers, assaini sinon exorcisé par la présence des pasteurs protestants et le quadrillage systématique des quartiers, l'envers du milieu rural original des Boers<sup>11</sup> ». Cet espace exorcisé a ainsi fait longtemps figure de rempart renforçant artificiellement la position centrale des « pauvres Blancs » : on comprend mieux les témoignages des résidents de Jan Hofmeyr avouant qu'en quarante ans le paysage du quartier n'a pas changé. Ce type de quartier apparaît même comme une clôture et un refuge, suffisamment à l'écart du centre de Johannesburg, généralement décrit comme dangereux, laid et violent, « un vieux dinosaure en perpétuelle implosion, projetant des griffes et des écailles dans l'espace<sup>12</sup> ».

C'est que, comme l'écrit Donald Moerdijk, la vie dans ces quartiers représente une « aliénation dans une banlieue fondée – comme tout le pays – sur des ruines à la fois stériles et pourries. L'Afrikaner a été urbanisé, mais, à l'inverse du non-Blanc, sans atteindre la moindre urbanité<sup>13</sup> ». Cet espace quasiment



figé constitue ainsi une différence fondamentale avec les stratégies qui ont prévalu dans les townships africains, où les phénomènes d'appropriation ont été magistraux. C'est en effet l'une des plus grandes victoires de la population africaine des *townships* sur l'espace de l'apartheid. Alors que, dans les années 1950, ces gens se sont vu imposer un espace où il était impossible de choisir sa maison, ses voisins, son quartier, son mode de vie, où la présence en ville était toujours conditionnée et la propriété foncière interdite, ils ont transformé en moins de trente ans cet espace imposé en espace de référence. Soweto est ainsi devenu le symbole de la lutte politique et se trouve à la pointe des influences culturelles et artistiques (football, élections de miss, argot, coupes de cheveux, mode, décoration intérieure, comportements, etc.) en Afrique du Sud comme en Afrique australe, urbaine comme rurale<sup>14</sup>. On comprend mieux également que, dans le décor du *Vallon du Diable* d'André Brink, qui montre au passage à quel point l'idéal afrikaner est rural, l'église soit « le seul espace public ».

Or, le rempart a cédé, et les « pauvres Blancs » ne se sentiront plus jamais au centre de leur société. Dans une perspective purement socio-économique, ils sont les grands perdants de la « nouvelle Afrique du Sud ». Certains peut-être rêvent d'un nouveau Trek, comme les personnages du roman de Marlene Van Niekerk, dont l'action se déroule quelques mois avant les élections de 1994 dans le quartier de Triomf, ce symbole de l'apartheid reconstruit sur les ruines fumantes du mythique Sophiatown. Donald Moerdijk analyse avec brio ce projet : « À Triomf, on survit tant bien que mal au jour le jour, attendant tantôt avec fatalisme, tantôt avec impatience, la

catastrophe redoutée et désirée qui déclenchera la répétition de la rupture rédemptrice des pionniers mythiques : un nouveau Trek vers le Nord. L'histoire se répétera, comme il se doit sur un mode comique : ce petit trek des trois retraités et de leur fils épileptique, avatar grotesque de tant de figures familiales de légende (femmes vaillantes, vieillards chenus, fils héroïque), avec en guise de « vaisseau des prairies » une vieille Volkswagen pourrie, la galerie surchargée de cubitainers de carburant. Ils partiront le jour où ça merdera. »

Il s'agit ainsi d'une véritable privatisation du destin : comme autrefois le peuple tout entier, c'est désormais chaque famille qui se retrouve cernée par ses « ennemis ».

#### ENTRE FUSION ET CRISPATION, LA RENAISSANCE DU POLITIQUE

Il semble naturel, si l'on cherche à rencontrer des citoyens parmi les plus conservateurs de l'Afrique du Sud urbaine, de se diriger spontanément vers ce genre de quartiers, où l'on s'attend à trouver une galerie de personnages exprimant des opinions politiques extrémistes et des références identitaires pour le moins crispées. C'est sans surprise que l'on rencontrera, à Jan Hofmeyr, des militants de l'AWB, le mouvement de résistance afrikaner incarné par son chef charismatique Eugene Terreblanche : il est possible de trouver des résidents ayant disposé en bonne place, dans leur chambre, un cadre les représentant en uniforme (treillis kaki avec brassard arborant un pictogramme assez proche de la svastika), posant fièrement à côté de ce dernier...

Même sans photos, il reste les discours : d'autres résidents, à l'image d'un d'entre eux que nous appellerons Vivian, incarnent le rêve

déchu de la supériorité des « pauvres Blancs ». Lors d'un entretien en 1997, Vivian, la cinquantaine, tuait le temps en se saoulant dans la maison de sa compagne, à Jan Hofmeyr. Il avait été licencié pour cause d'*affirmative action*, disait-il, de son emploi de conducteur de trains dans le Karroo<sup>15</sup>. Le quotidien de Vivian doit être difficile, lui qui ne cesse de proférer des insultes en afrikaans à propos de ces Kaffirs, de mimer des scènes de fusillades et de lancer à ses voisins des appels à la révolution... Au-delà de la dimension pathétique de telles situations, ces personnages nous révèlent le niveau de détresse et d'impasse dans lequel se représentent certains habitants de ces quartiers.

Dans la plupart des cas, cependant, le racisme et l'intolérance apparaissent de manière un peu plus diffuse. À propos de l'évolution du quartier, certains discours commencent par « je ne suis pas raciste, *mais...* », et déclarent ensuite détester « la drogue et les métis » avec, en arrière-plan, une profonde nostalgie des temps de l'apartheid. Suivent généralement des anecdotes sur la criminalité, la prostitution, les trafics divers, le satanisme et les sacrifices d'animaux auxquels se livreraient ces nouveaux voisins. Des faits qui ne sont, évidemment, corroborés ni par la police ni par la presse. Il s'agit là de « simples » effets de discours illustrant l'incapacité de ces individus à gérer toute forme d'altérité.

Il existe encore d'autres types de déclarations qui, cette fois, tranchent avec les suppositions habituelles sur la profondeur de l'ancrage identitaire des habitants de ces quartiers. Certains résidents blancs de Jan Hofmeyr ou de Ruyterwacht, par exemple, ne sont pas capables de définir ce qu'a été l'apartheid, pas plus que de préciser l'ampleur des trans-

formations politiques survenues ces dernières années dans le pays. Ils connaissent à peine le nom du président de la République, ont une connaissance extrêmement faible des réalités et une conscience politique proche du zéro absolu. On comprend ainsi d'autant mieux la dimension protectrice du système de l'apartheid à l'égard de ces « pauvres Blancs ».

Pour autant, il ne faut pas croire que tous les processus politiques à l'œuvre dans les quartiers de « pauvres Blancs » restent subordonnés à ces discours hostiles et intolérants. Les votes, d'ailleurs, montrent que ces quartiers ne sont pas situés sur les cases extrêmes de l'échiquier politique. À Ruyterwacht, les élections de 1996 ont eu les résultats suivants : NNP : 73,15 % ; DP : 13,3 % ; ANC : 5,6 % ; les partis extrémistes comme le Front de la Liberté (VF/FF) ou le Minority Front ont respectivement reçu 1,3 % et 0,13 % des suffrages exprimés. À Jan Hofmeyr, les résultats des élections locales de décembre 2000 font état de 65,3 % des suffrages exprimés attribués au DA, 29,9 % à l'ANC et 1,2 % au VF/FF. L'extrémisme s'exprime donc assez peu sur le plan politique. Car tous les habitants de Jan Hofmeyr et de Ruyterwacht, entre autres lieux, quelles que soient leurs « origines », doivent désormais faire face aux problèmes de la vie quotidienne dans des quartiers désormais éloignés des priorités du gouvernement. Réadapter les écoles à l'arrivée d'une population plus jeune, et donc ayant plus d'enfants, réformer la carte scolaire, réclamer de nouvelles infrastructures sanitaires et sociales, un meilleur entretien des maisons et des espaces publics, voilà autant de questions, certes pragmatiques, mais qui unissent une nouvelle communauté, celle des résidents de Jan Hofmeyr, de Ruyterwacht ou d'ailleurs.



Des réunions se tiennent donc régulièrement dans des bâtiments publics. Nous avons assisté à l'une d'entre elles, en juillet 2000, à Jan Hofmeyr. Une salle comble et très mixte débattait pendant quelques heures avec des représentants des forces de police afin d'établir de nouvelles formes de relations, ou encore avec des représentants de la municipalité pour se mobiliser à propos des procédures d'accession à la propriété privée. Avec une évidence : tous les résidents ont les mêmes préoccupations et il ne se dégage de ces réunions aucun ressentiment « racial » ni ultra-communautaire. Il existe également plusieurs associations qui transgressent toute forme de séparation « raciale » ou religieuse, à l'image des soupes populaires, des groupes de soutien scolaire ou encore du Community Initiative Business Forum, composé d'avocats, de juristes et d'experts qui accordent des consultations gratuites. Quelques informaticiens suivent la même démarche, souhaitant donner aux résidents un minimum de compétences dont ils pourront se servir ensuite, mais qui leur permettront également de s'affranchir du sentiment d'appartenir à un quartier et à une communauté sans espoir, sous-qualifiée et sous-valorisée.

Les mêmes processus politiques de substitution d'identités locales avec communauté d'intérêts à des identités « raciales » se rencontrent à Ruyterwacht, avec une différence de taille toutefois. Le dynamisme et le renouveau des associations de quartier est lié à l'arrivée des métis et à la puissance de leurs associations. Cette action est clairement visible, à travers les activités destinées aux adultes, les clubs d'enfants, les travaux de réhabilitation des maisons et d'embellissement des lieux

publics, ou encore avec la mise en place de nouveaux commerces. Mais, nouvelle ironie de l'histoire, cette dynamique est encadrée par le Ruyterwacht Islamic Movement : la population métisse est en effet fréquemment de confession musulmane. Le mouvement assez controversé<sup>16</sup> du Pagad (People Against Gangsterism and Drugs) a même organisé des campagnes contre la délinquance, la criminalité et les débits de boissons illégaux, les *shebeens*. La communauté musulmane de Ruyterwacht apparaît donc vivante, dynamique et ambitieuse, portant le projet de construire une mosquée dans le quartier. Dans la symbolique de cet espace, la mosquée apparaît comme un élément bien singulier : elle n'existait pas avant, et modifie considérablement les lignes structurantes de la lecture des paysages. Pour certains des résidents originels de Ruyterwacht, cette mosquée représente une humiliation profonde et une pollution des idées fortes de la communauté. Le débat est donc de taille, mais un nombre non négligeable de résidents blancs et non musulmans n'y voient aucune menace et reconnaissent les effets positifs de l'arrivée des métis sur la vie sociale et économique du quartier, d'autant qu'il est dans leur intérêt de développer de nouvelles alliances<sup>17</sup> : le fonctionnement des compagnies de sécurité privées nie toute appartenance « raciale ».

Il est vrai que l'enjeu contemporain n'est plus ethnocentrique mais qu'il concerne désormais les ressources et le prestige social. Ruyterwacht apparaît donc bien loin de cet espace fermé qu'il a été pendant de nombreuses décennies, ce qui est une nouvelle illustration de la malléabilité des constructions communautaires.

L'Afrique du Sud urbaine pourra-t-elle renaître de ses cendres ? En poussant à leur paroxysme les concepts de séparation, de domination et de contrôle, la ville d'apartheid était devenue, au sens strict, un ectoplasme d'urbanité. La ville post-apartheid doit désormais remplir une mission. Le programme politique qui a amené l'ANC à la victoire lui donnait en effet un rôle majeur : c'est en partie par la « citadinité » que doit se faire l'accès à la citoyenneté, par des villes denses, compactes, accessibles, mixtes, favorisant les espaces publics et conduisant les citoyens à repenser leurs pratiques citoyennes. Il faudra pour cela faire son deuil de l'esprit de l'apartheid. Si le changement des pratiques résidentielles et sociales dans des quartiers conservateurs se fait sans heurts majeurs et porte même de nouveaux espoirs en matière de citoyenneté, il ne faut pas pour autant négliger la dimension symbolique de l'espace.

À Jan Hofmeyr, par exemple, la visite du cimetière en compagnie d'anciens résidents a été instructive. La légende veut qu'une jeune femme, très belle et morte très jeune, ait été enterrée avec un gros diamant bleu au doigt. Il est frappant que, dans les discours, tous les Afrikaners du quartier souhaitent être enterrés à côté d'elle. Conte de fées moderne, dernier espoir de grâce et d'éclat pour conclure en beauté une vie bien terne. Or, l'évolution récente du quartier s'est accompagnée de dégradations et de graffitis dans ce cimetière ; des SDF y auraient même élu domicile. Dès lors, plus question de désirer ce lieu de sépulture : le traumatisme est profond et les transgressions de l'espace sacré bien plus difficiles à accepter que celles de l'espace ordinaire...

Dans son analyse de l'édition originale du *Triomf* de Marlene Van Niekerk, Donald

Moerdijk signalait un afrikaans de transgression, une langue en renouveau, extrêmement riche et urbaine, à l'opposé du dialecte rural et rigide né au XVIII<sup>e</sup> siècle : « Sépulcre blanchi sous l'ancien régime, cette langue peut devenir un lieu de vie. » L'Afrique du Sud porte en elle ce mythe de Babel inassouvi : comme Sophiatown détruite pour des logiques de « pureté » dans les années 1950, comme Hillbrow et Yeoville, espoirs déçus des décennies 1980 et 1990, quel quartier peut désormais se revendiquer porteur des espérances placées dans la nouvelle Afrique du Sud urbaine ? La bourgeoisie, unanimement (blanche comme noire), a déjà choisi : quartiers résidentiels semi-privatisés et ultrasécurisés, avec, comme seul espace public, le *shopping mall*. C'est donc dans ces rares quartiers mixtes et populaires que peut apparaître l'imprévisible et attendu phénomène : la renaissance d'une culture et d'une urbanité sud-africaines. Les « pauvres Blancs » ont alors un rôle à jouer : de leur capacité à se repenser dépend aussi, un peu, la suite de l'histoire.

**Philippe Guillaume**

Institut français d'Afrique du Sud (Ifas),  
Johannesburg

**Annika Teppo**

Université d'Helsinki

1. Merci à Myriam Houssay-Holzschuch (ENS, Lyon) pour ses commentaires.

2. *1997/1998 Survey*, Johannesburg, South African Institute of Race Relations, 1998, p. 411.

3. Voir P. Guillaume, « Du blanc au noir... Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg », *L'Espace géographique*, 26 (1), 1997, pp. 21-33.

4. Ce qui, compte tenu du niveau de revenus de leurs « employeurs », leur assure un traitement et des conditions de vie assez proches de l'esclavage moderne. Ce phénomène existe encore de nos jours.



5. 4 300 habitants sur 5 415. La population blanche est par ailleurs beaucoup plus âgée que les nouveaux arrivants métis : 86 % des métis ont moins de 45 ans, contre 65 % des Blancs ; 33 % des enfants de moins de 4 ans sont métis.
6. S. Parnell, « Sanitation, segregation and the Native (Urban Areas) Act : african exclusion from Johannesburg's Malay Location, 1897-1925 », *Journal of Historical Geography*, 17 (3), 1991, pp. 271-288.
7. A. Proctor, « Class struggle, segregation and the city : a history of Sophiatown, 1905-1940 », in B. Bozzoli Belinda (ed.), *Labour, Township and Protest. Studies in the Social History of the Witwatersrand*, Johannesburg, Ravan Press, 1979, pp. 49-89.
8. M.-A. Pérouse de Montclos, *Violence et sécurité urbaine en Afrique du Sud et au Nigeria. Un essai de privatisation*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes, 1997.
9. A. Teppo, *The Whitewashers. Struggles Concerning the Body Politic in a « Poor White » Community in the « Old » and « New » South Africa*, workshop paper, University of Cape Town, 2000.
10. C'est volontairement que l'histoire de l'apartheid urbain et la genèse des townships ont été laissées de côté dans cet article. Il existe en effet une abondante littérature sur la question.
11. P.-J. Salazar, *L'Intrigue raciale. Essai de critique anthropologique*, Paris, Méridiens Klincksiek, 1989.
12. M. Van Niekerk, *Triomf*, Londres, Little, Brown & Co, 1999 (édition originale en afrikaans, *Triomf*, Pretoria, Queillerie Publishers, 1994).
13. D. Moerdijk, « La nouvelle culture des Afrikaners ? (autour de *Triomf*, de M. Van Niekerk) », *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, n° 99-100, 1999, pp. 121-127.
14. Pour plus de détails, voir P. Guillaume et M. Houssay-Holzschuch, « Du township à la ville... Nouveaux chemins de l'identité urbaine des Noirs sud-africains », *Géographie et Cultures*, n° 28, 1998, pp. 47-60, et P. Guillaume, *Johannesburg. Géographies de l'exclusion*, thèse de doctorat, université de Reims, 2000. Ouvrage éponyme : 2001, Paris, Johannesburg, Karthala, Ifas.
15. Espace semi-désertique au sud-ouest de l'Afrique du Sud, dont la portée symbolique est très puissante dans les processus d'identification des Afrikaners à la terre africaine. Pour plus de détails, on pourra se référer aux articles de J. Rossouw et de M. Félix-Faure dans le n° 99-100 des *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, 1999, numéro entièrement consacré aux relations entre espace et littérature en Afrique du Sud.
16. Voir F.-X. Fauvelle-Aymar et X. Renou, « L'islam contre le crime ? Les ambiguïtés du "vigilantisme" islamique en Afrique du Sud », *Afrique contemporaine*, n° 192, 1999, pp. 40-56, et M. Houssay-Holzschuch, « Les métis au Cap : étude de deux problèmes identitaires », *L'Espace géographique*, 28 (2), 1999, pp. 135-147.
17. A. Teppo, *Reproducing Diversity. Aspects of a Process of Racial/Spatial Desegregation on a Former « Poor White » Area...*, workshop paper, University of Cape Town, 1999.